Balance des paiements : le passé florissant

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 1012

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1020513

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

BALANCE DES PAIEMENTS

Le passé florissant

(*ag*) Pour la neuvième année consécutive, la balance suisse des revenus (appelée aujourd'hui balance des transactions courantes) a été, en 1989, positive; pour la sixième année, le solde a été supérieur à dix milliards. Soit en 1989: 12,2 milliards.

La prospérité suisse est contenue dans de tels chiffres. Cette balance enregistre en effet toutes nos relations avec l'étranger, en marchandises, en services, en revenus de capitaux. Solde positif de près de 20'000 francs par habitant, et voilà pourquoi le train de vie helvétique est ce qu'il est, un des plus élevés du monde.

1989, telle qu'on l'a vécue, a été une année de plein emploi, de forte chauffe économique, mais aussi de politique monétaire restrictive imposée par la Banque nationale. La toile de fond internationale fut celle du dynamisme: preuve en soit l'expansion du commerce mondial qui s'est accru à un rythme soutenu de 7,5%. Comment se sont donc imbriquées ces données dans l'économie suisse?

Humour noir

Les investissements dans les pays en développement ont porté sur 2,2 milliards de francs, soit un montant très proche de celui de l'année précédente. Comme en 1988, ce flux s'est concentré essentiellement sur les centres financiers du tiers monde, à savoir les Caraïbes, le Panama et Singapour; peu de fonds ont été investis dans les autres régions en développement.

(Extrait du rapport de la Commission pour les affaires conjoncturelles, n° 325, pp. 7. et 8.)

Le schéma classique

La Suisse importe plus de marchandises qu'elle n'en exporte. Grâce aux services (tourisme, assurances privées, commissions des banques, transit) elle rétablit l'équilibre. Par le revenu des capitaux placés ou investis à l'étranger, elle assure son bénéfice. On rappellera la formule: la Suisse, c'est un rentier qui travaille à plein temps. En 1989, les réactions des différents facteurs ont été conformes à ce schéma.

Quand tout va très bien, les importations croissent plus vite que les exportations, même si ces dernières sont soutenues. Le déficit est important: 10,9 milliards. A la manière des médias français, il y aurait prétexte à belle dramatisation.

Mais quand tout va bien, le tourisme peut prospérer et les banques sont en situation d'encaisser sur les affaires internationales de juteuses commissions (6 milliards): l'équivalent de trois fois le bénéfice net produit par le tourisme (2 milliards).

Dès lors, biens et services s'équilibrent de manière remarquable.

Reste la troisième partie, celle de la Suisse rentière. Il vaut la peine d'analyser de plus près.

L'étranger travaille pour nous

Il y a les capitaux suisses qui travaillent pour nous à l'étranger; il y a la main-d'œuvre étrangère qui travaille pour nous en Suisse. Ces travailleurs (les frontaliers) résidant dans les pays voisins exportent en conséquence leur salaire; ou bien ils résident en Suisse (les saisonniers) et envoient chez eux ce qui est nécessaire à l'entretien de leur famille, dont la Suisse n'a pas la charge en prestations publiques; quant aux étrangers résidents, ils exportent souvent leur épargne ou, de retour dans leur pays, bénéficient de prestations sociales, notamment de l'AVS.

Le poste des transactions courantes offre l'intérêt de mettre en regard et en balance cette double manière de faire travailler l'étranger. Le solde positif considérable (15,4 milliards, soit plus que le rendement de l'ensemble des services, 11,2 milliards) tient compte donc aussi des charges, étant admis, répétons-le sans se lasser, que ces charges sont en fait une économie des charges complètes réelles puisque les travailleurs étrangers viennent travailler chez nous «prêts à l'emploi».

En 1989, trois facteurs sont intervenus:

— la hausse mondiale a accru le rendement des capitaux suisses placés à l'étranger. Rendement: 38,3 milliards.

— Les banques, vu les restrictions monétaires, ont été importatrices de capitaux. La Suisse a donc versé des intérêts accrus (+54%) à l'étranger, soit pour 16,9 milliards.

— Les revenus du travail des étrangers, en augmentation d'un milliard, se sont inscrits à 7 milliards. Il faut en déduire, si l'on veut être précis, le revenu de ceux qui, travaillant en Suisse, sont payés par l'étranger. Il s'agit essentiellement des fonctionnaires internationaux.

Toute opération faite, le gain pour la Suisse est de 15,4 milliards. C'est le chiffre même de notre balance générale, 15 milliards. C'est ce qui fait que nous vivons bien.

Conclusion

Même si un ralentissement de la conjoncture devait intervenir, la balance suisse n'est pas menacée: les taux internationaux élevés rentabilisent durablement sa fortune, les importations seraient plus faibles en cas de tassement.

Le pays a donc les moyens d'entreprendre les réformes structurelles qui sont inévitables. Son problème est plutôt l'effet paralysant de sa richesse même. Le rentier inhibe l'entrepreneur. Il est difficile d'être privilégié et réformiste. Leçon (répétitive) de la balance des paiements. ■

Mollesse voulue

Une étude de deux étudiants en science politique sur les élections cantonales bernoises de ce printemps relève que la mollesse de la campagne électorale correspondait à la stratégie des partis bourgeois qui tenaient à reconquérir la majorité. L'étude contient des données sur le coût de la campagne pour les principaux partis: UDC: 570'000 fr.; radicaux et socialistes: 400'000 fr. chacun; Liste libre: 150'000 fr. En tenant compte des dépenses des sections et des candidats le total doit dépasser deux millions de francs.